

*ESOAVELOMANDROSO (Manassé)*

# **LA PROVINCE MARITIME ORIENTALE DU "ROYAUME DE MADAGASCAR" A LA FIN DU XIX<sup>ème</sup> SIECLE (1882-1895)**

présenté par  
Guy JACOB :

## **UN REGARD NEUF SUR MADAGASCAR A LA FIN DU XIX<sup>ème</sup> SIECLE**

Pour qui ne serait pas familiarisé avec l'histoire et l'historiographie de Madagascar la thèse de Manassé Esoavelomandroso – qui étudie une province : celle de Tamatave, sur une brève période : 1882-1895 – peut sembler avoir un sujet assez étroitement limité (1). En fait, il n'en est rien. Le projet de l'auteur intéressait un très large domaine, en grande partie inexploré. Et son apport à la connaissance du passé malgache est considérable.

L'ouvrage, solidement charpenté, est organisé en trois grandes parties. La première traite de la mise en place, du poids et de la signification de la domination merina ; la seconde est consacrée au rôle économique de la province ; la troisième présente les tentatives d'assimilation faites par le pouvoir central et leur échec final. A l'intérieur de chacune de ces trois parties les subdivisions sont habilement agencées (non sans quelque artifice parfois). L'auteur sait allier la clarté de l'exposé, la vigueur de la pensée, la fermeté de l'expression. La

---

(1) *La province maritime orientale du « royaume de Madagascar » à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle (1882-1895)*, 2 vol., 467 p. + XLVIII p., documents en annexe, cartes, croquis, graphiques et photographies, ronéo ; thèse de doctorat de 3<sup>ème</sup> cycle, soutenue à l'Université de Paris-Sorbonne, le 17 avril 1976.

réussite est évidente. Voilà une thèse qui se lit avec plaisir — ce qui n'est pas si fréquent. Et qui doit être lue par tous ceux qui s'intéressent au passé comme au devenir de Madagascar. Il faut qu'elle soit imprimée rapidement.

Un tel travail n'a donc guère besoin d'être présenté. Il incite immédiatement à dialoguer avec l'auteur à propos des problèmes essentiels qui sont posés. Je voudrais cependant d'abord souligner l'ampleur de la recherche et les difficultés qu'elle offrait. Sur ces deux points, M. Esoavelomandroso, par modestie bien sûr, reste quasi muet. Et il a tort, car ce sont des questions d'ordre méthodologique qui intéressent d'autres chercheurs. Pour poursuivre ensuite une discussion naguère entamée avec lui, à laquelle se mêlent d'autres voix (2), et qui, je le souhaite, s'élargira encore.

### *DIMENSIONS ET DIFFICULTES DU PROJET.*

Le cadre géographique de l'ouvrage est celui d'une seule province. Mais quelle province ! L'une des plus peuplées et la plus grande de Madagascar. Elle s'étire, du nord de Vohémar au sud de Mananjary, sur plus de 1 000 kilomètres. Trop vaste, elle fut même un moment partagée en trois (p. 57). Sa capitale, Tamatave, est, avec Tananarive, le grand centre politique de l'île. C'est à Tamatave que se sont installés les diplomates étrangers, à l'exception du résident général de France, et que se déroulent les négociations essentielles. Son gouverneur général, Rainandriamampandry, est, après le Premier ministre, la principale personnalité politique du royaume, ceci non seulement à cause de son envergure personnelle mais aussi du fait de l'importance et de la multiplicité de ses fonctions. Elle joue un rôle stratégique primordial : c'est la « marche orientale », le « bouclier » du royaume. Les Européens qu'elle doit contenir pour protéger l'Imerina, elle les a tout d'abord attirés. « Porte océane » de Madagascar, sa côte est à la fois répulsive et attractive. Cette côte est un « cimetière de navires » (pp. 31-32) — ce qui prouve qu'en dépit des dangers, les navires la fréquentent en nombre ; c'est aussi, de Tamatave à la baie d'Antongil, le « pays des ports » (p. 79). La province orientale est le débouché de la voie commerciale qui part de Tananarive. Elle fournit aussi, grâce à ses plantations tropicales, des produits d'exportation. Tamatave est alors, et restera longtemps, le premier centre économique de Madagascar (p. 328).

Le cadre chronologique (1882-1895) paraît, en revanche, bien resserré. **Mais** combien la période étudiée est « riche et révélatrice » ! (p. 7). C'est pour la monarchie merina le temps des réformes impossibles, des politiques contra-

---

(2) Cf. dans une perspective historique d'ensemble, S. Ayache : *Pouvoir central et provinces sous la monarchie merina au XIX<sup>ème</sup> siècle. Un thème de recherche*. Communication à l'Académie Malgache, 16 janvier 1975 et étude prospective **mais** combien attentive au passé, J.P. Raison, « Espaces significatifs et perspectives régionales à Madagascar », *L'Espace Géographique*, N° 3, pp. 189-203.

dictoires, des crises quasi permanentes. C'est l'époque de la résistance désespérée d'un régime miné de l'intérieur et placé sous la menace constante d'une agression franco-créole. Madagascar vit les dernières années de son indépendance ; c'est, alors que grondent les provinces, le crépuscule de la monarchie merina. Durant cette période, une étude régionale ne peut, moins que jamais, être séparée de son contexte général.

Mais là n'est pas le vrai danger. Il réside au contraire dans cette conception qui trop souvent a ramené l'histoire de Madagascar à celle de la monarchie merina. Cette conception, M. Esoavelomandroso la dénonce, à juste titre, dès les premières phrases de son avant-propos :

« Une longue tradition centralisatrice inaugurée par la monarchie de Tananarive, perfectionnée par la colonisation française, maintenue au lendemain de l'indépendance et récemment remise en question n'a pas favorisé la connaissance de l'histoire globale de Madagascar, c'est-à-dire celle de ses différentes régions, populations et couches sociales. L'histoire de l'île a été souvent réduite à l'histoire des rois de l'Imerina, puis à celle de l'action des gouvernements de Tananarive ».

Cette histoire globale exige que soit porté un égal intérêt aux trois groupes d'acteurs en présence : les Betsimisaraka, les Merina, les étrangers. Il importe que les Betsimisaraka ne restent pas dans l'ombre, ni même à l'arrière plan. Projet difficile à réaliser car les sources dont dispose le chercheur, sont pour chaque groupe, d'une très inégale richesse.

Les sources européennes, françaises essentiellement, doivent être utilisées avec précaution. Leur ethnocentrisme est évident. De plus, elles sont pour la côte orientale, à cette époque, d'un intérêt souvent limité. Les relations de voyages ne manquent pas, mais elles abondent en descriptions stéréotypées et portent parfois un intérêt trop exclusif aux questions commerciales. Ajoutons que le plagiat est allègrement pratiqué par nombre de « voyageurs en chambre ». Les archives diplomatiques sont, pour la période considérée, assez secondaires puisque le résident général s'est installé dans la capitale. Il en est de même pour les archives de la Marine : les officiers de marine sont alors incités, pour des raisons politiques, à s'intéresser de beaucoup plus près à ce qui se passe sur la côte ouest de l'île. Pauvreté relative des archives religieuses également : la côte orientale n'est guère un pays de mission et les missionnaires catholiques se cantonnent à Tamatave. Resteraient les archives privées : à ma connaissance, rien d'important n'a été jusqu'ici retrouvé, à l'exception d'une partie de la correspondance du Comptoir d'Escompte de Paris (3). Cette dernière constatation n'est guère surprenante : la côte orientale n'a pas été le siège de sociétés européennes importantes ou durables.

---

(3) Et encore s'agit-il des copies des lettres adressées au ministère des Colonies, et non du fonds du C.N.E.P. lui-même.

Les archives de la monarchie merina (correspondance générale, administration des provinces, correspondance avec les provinces, journaux de Rainandriamampandry et de Rainilaiarivony...) constituent la source la plus importante et la plus riche. M. Esoavelomandroso les a très largement, et heureusement, utilisées. Elles permettent de comprendre de l'intérieur le fonctionnement de l'administration merina, de suivre certaines carrières, voire d'estimer quelques grandes fortunes. En revanche, la rareté et l'incertitude de leurs données statistiques interdisent une histoire quantitative — que de leur côté, ne permettent guère les archives européennes dont les indications sont trop fragmentaires ou suspectes.

Mais, fait plus grave, sources européennes comme sources merina — faut-il s'en étonner ? — ne s'intéressent guère aux Betsimisaraka. Elles n'en donnent qu'une image sommaire. La « vision des vaincus », à la fois regard sur qui les dominent et sur eux-mêmes, il ne faut pas la chercher dans des témoignages écrits. Le Betsimisaraka n'ose écrire, quand par hasard il sait écrire. Vouloir faire l'histoire des dominés, n'est-ce pas tenter la gageure d'écrire une « histoire du silence » ? (4). Restent les témoignages oraux, enquêtes accomplies « sur le terrain » par l'auteur lui-même ou par d'autres chercheurs. Source ténue, difficile à exploiter, mais ici irremplaçable. Patiemment utilisée par M. Esoavelomandroso, peut-être n'est-elle pas encore épuisée.

#### *LA DOMINATION MERINA ET SES CONTRADICTIONS.*

M. Esoavelomandroso met en relief le synchronisme frappant entre la montée de la monarchie merina et la décadence des royaumes côtiers (l'observation vaut pour les royaumes de l'Ouest comme pour ceux de l'Est). Le prouve la conquête facile — même si le contrôle le fut moins — du pays betsimisaraka par Radama 1er en quelques promenades militaires, entre 1817 et 1823. Ce qui amène à (re)poser deux questions. Pourquoi d'un côté dynamisme et expansionnisme ? De l'autre, affaiblissement puis décomposition ? Les réponses de M. Esoavelomandroso reprennent des arguments classiques (5), elles contribuent aussi à élargir le débat.

Si les royaumes betsimisaraka, après avoir été pour une brève période rassemblés en confédération par Ratsimilaho, se séparent et s'émiettent rapidement, c'est en partie à cause du handicap que présentent les conditions géographiques. Une étroite bande de terre, démesurément allongée et compartimentée, n'est certes pas un cadre naturel favorable à une unification durable. Ces conditions ne peuvent cependant pas constituer une explication unique : à juste titre M. Esoavelomandroso refuse tout déterminisme géographique. Autre

---

(4) Cf. H. Gerbeau, *Les esclaves noirs. Pour une histoire du silence*, Paris, Balland, 1970.

(5) Cf. H. Deschamps, *Histoire de Madagascar*, Paris, Berger-Levrault, 4ème éd., 1972, p. 107.

facteur, souvent évoqué, de cet émiettement : l'incapacité des successeurs de Ratsimilaho. M. Esoavelomandroso ne s'attarde guère non plus à cette explication un peu rapide, qui peut servir à la limite à masquer une ignorance. Il souligne en revanche un autre facteur, déjà cité bien sûr, mais qui, pour Madagascar, à la différence de l'Afrique, n'a pas jusqu'ici suffisamment retenu l'attention : la traite des esclaves (pp. 43-44). La thèse de J.M. Filliot apporte de précieux renseignements sur l'organisation du commerce négrier à partir de la côte orientale (6). Resterait à montrer dans quelle mesure les demandes des Européens et des créoles ont pu exacerber les luttes claniques ou tribales. Les sources dont nous disposons permettraient-elles de pousser bien loin cette recherche ? Probablement non, mais le problème méritait d'être posé.

Parallèlement à la décadence des royaumes betsimisaraka se dessine une expansion merina qui correspond au projet bien connu d'Andrianampoinimerina, puis de Radama 1er : l'unification de l'île au profit de leur royaume. Quels furent les moyens de cette domination ? Il faudrait évoquer la supériorité des techniques agricoles merina : riziculture irriguée, remarquable maîtrise des eaux et finalement mise en valeur de la plaine de la Betsimitatatra (7). Leurs façons culturelles, qui permettent d'obtenir des récoltes excédentaires, s'opposent à celles des populations côtières, restées dans une économie d'autoconsommation. Ce mode de production est à l'origine d'un Etat solide et de la fondation d'une vraie capitale ; il leur permet de s'imposer. Les relations avec les Européens, rapidement défavorables à l'équilibre des royaumes côtiers jouent — pour un temps — en faveur du royaume merina. Passons sur le fameux traité signé entre Radama 1er et Farquhar, l'essentiel me semble se trouver ailleurs. Antérieurement, dans la traite servile qui joue un rôle inverse à celui qu'elle jouera pour la côte orientale (même cause, autre contexte, autres effets) et peut bien avoir contribué à renforcer la monarchie merina (8). Postérieurement, dans une « mentalité victorienne » (p. 63), acquise sous l'influence des missionnaires britanniques, que M. Esoavelomandroso présente à partir des recherches de Françoise Raison (9). Bonne conscience et croyance en une mission civilisatrice ont pu donner une justification morale et une efficacité accrue à la domination merina.

---

(6) Cf. J.M. Filliot, *La traite des esclaves vers les Mascareignes au XVIIIème siècle*, Paris, ORSTOM, 1974, pp. 117-118, 128-141 et 143.

(7) Cf. H. Isnard, « Les bases géographiques de la monarchie hova », in *Eventail de l'Histoire vivante, Hommage à Lucien Febvre*, Paris, A. Colin, 1953, t. I, pp. 195-206.

(8) C'est l'interprétation de J.M. Filliot, « La traite avait désorganisé la vie politique de la côte Est, tandis qu'elle avait renforcé les structures royales de l'Imérina » (*op. cit.*, p. 161).

(9) Cf. son article, dont le titre n'éclaire pas toute la richesse du contenu, « Spiritualité et ecclésiologie protestantes en Imerina sous la colonisation », *Revue d'Histoire de la spiritualité*, 1973-2, pp. 165-197. F. Raison analyse les sermons des prédicateurs merina qui présentent la conquête française comme une épreuve frappant « le peuple élu ».

La conquête achevée, restait à faire le plus difficile : la digérer. Radama Ier se contenta de la soumission des princes locaux et d'une implantation merina discrète. La politique d'assimilation commence sous Ranavalona Ière : elle est poursuivie par Rainilaiarivony (10). Elle se heurte à une série de contradictions qui vont s'aggraver ou dont les tentatives de résolution suscitent de nouvelles contradictions.

Contradiction qui oppose le centralisme souhaité par Tananarive à l'autonomie de fait des gouverneurs locaux. Cette autonomie se maintient grâce à l'extrême lenteur des communications. Pour acheminer un courrier de Maroantsetra à la capitale il faut entre 20 et 30 jours durant la saison des pluies (p. 101). Certes une ligne télégraphique Tananarive-Tamatave est ouverte en septembre 1887. Mais elle est contrôlée par les Français qui l'ont construite et ne résout pas le problème des liaisons à l'intérieur de la province.

Contradiction entre le principe d'un ordre hiérarchique dans lequel chaque officier, en fonction des honneurs qui lui sont attribués, occupe une place bien déterminée et la remise en cause de cet ordre par le Premier ministre lui-même. En effet, Rainilaiarivony incite les plus humbles, même les simples soldats, à s'adresser directement à lui (pp. 92-93 et 102-103). Cette pratique, qui pourrait dégénérer en « délation érigée en système de gouvernement », veut limiter l'autonomie dont jouissent les grands officiers. Elle révèle aussi une lutte sourde que mène Rainilaiarivony contre l'oligarchie merina solidement installée dans la province, ou plutôt, quelques-uns de ses chefs, qui pourraient faire figure de rivaux (11).

Contradiction essentielle à laquelle se heurte Rainandriamampandry lui-même. A ses yeux, l'unité de Madagascar ne peut-être réalisée par la force. Il rêve d'une « conquête morale » (pp. 86-90). Mais il doit administrer le pays betsimisaraka avec des officiers qui, ne touchant ni solde, ni traitement, ont pris l'habitude de vivre sur l'habitant et ont tendance à se comporter en pays conquis.

Minutieusement, M. Esoavelomandroso recherche, au-delà des discours officiels, les manifestations d'une politique d'assimilation qui concrétiseraient ce projet de « conquête morale ». Le tour de la question est vite fait. Les Betsimisaraka peuvent accéder à quelques charges administratives parmi les plus ingrates et les plus impopulaires (p. 389) et surtout ont la possibilité de s'engager pour deux ans dans l'armée, contre promesse d'une solde et exemption de corvée. En regard, bien longue est la liste des obligations qui leur sont imposées. C'est d'abord l'application du Code merina des 305 articles (pp. 136-137 et 139), pour eux Code « étranger » qui « détruit leur société plus qu'il ne la défend ». C'est toute une série de contraintes : interdiction de se déplacer

---

(10) Cf. S. Ayache, *communication citée*.

(11) Les titulaires de charges importantes ne changent pas, sinon pour cause de décès, entre 1887 et 1894. Aucun d'eux n'a été déplacé (p. 33 n. 1).

sans autorisation administrative, regroupement autoritaire en gros villages, interdiction des *tavy* et de l'abattage des grands arbres (pp. 110-115 et 118). Ces dernières mesures peuvent être motivées par la protection des forêts ; en fait, elles gênent les façons culturales et ruinent les activités maritimes des Betsimisaraka. C'est enfin la corvée et l'impôt (pp. 115-124).

Il est impossible d'estimer le nombre de corvéables ou la durée de la corvée. L'administration centrale merina ne semble guère prêter d'intérêt à ces questions et laisse les populations de la côte orientale livrées sans contrôle au bon plaisir des officiers locaux. Le principe même de la corvée, familier aux Merina car la riziculture irriguée exige de grands travaux collectifs, n'est guère compris par les Betsimisaraka. Son poids, le caractère arbitraire de sa répartition achèvent de le rendre intolérable. Nombreux sont les hommes qui préfèrent fuir de leur village plutôt que de s'y soumettre. Dans le domaine fiscal, les sources sont par contre beaucoup plus riches. Le pouvoir central, qui n'est pas avare d'hommes, admet beaucoup moins le gaspillage lorsqu'il s'agit de piastres. Aussi faut-il lui rendre des comptes (12). Deux impôts sont normalement perçus, comme en Imerina : l'un en nature, l'*isam-pangady*, payé en mesures de riz, l'autre est une taxe de capitation, le *variraiventy* ou *isan'aina*. Cette taxe est symbolique, puisque le *variraiventy* est la plus petite division possible, la 720<sup>ème</sup> partie de la piastre (13). A ces impôts traditionnels viennent s'ajouter, après la première guerre franco-merina, des contributions extraordinaires : l'impôt de la piastre levé à partir de 1892 et cette prestation volontaire baptisée, bel euphémisme, « l'amour n'est pas une taxe » (*fitia tsy mba hetra*). La corvée et la fiscalité constituent, quelle que soit la hiérarchie établie entre elles (14), les obligations les plus lourdes, les plus intolérables.

---

(12) Mais il est évident que ces comptes sont inexacts et qu'une partie importante des recettes fiscales ne parvient pas à Tananarive.

(13) Les relevés concernant sa perception (cf. p. 123) ne pourraient-ils pas fournir des indications sur la population de la province ?

(14) Sur ce point, je ne suivrai pas entièrement M. Esoavelomandroso. Je pense qu'il surestime le profit que le Trésor royal tire de l'impôt. Certes le *variraiventy* constitue pour la monarchie un « revenu sûr et stable » (p. 123), mais bien faible. Et je doute, — j'avance ce qui suit en complétant les documents utilisés par M. Esoavelomandroso par des sources concernant d'autres provinces — que la capitation et les « dons volontaires » aient été d'un assez bon rapport (p. 187). Les malversations étaient trop nombreuses et le contrôle bien difficile. En revanche, et ici je suis entièrement d'accord avec l'auteur, les impôts qui rapportent peu pèsent néanmoins très lourd sur le contribuable betsimisaraka. Le numéraire est rare et, en cas de disette, la perception de l'*isampangady* est pénible. Sous la domination merina la fiscalité reste toutefois, à mon avis, une charge moindre que la corvée. Après la conquête, les Français inverseront l'ordre de ces deux contraintes en pays betsimisaraka. Ils prétendent avoir allégé la corvée (et je tiendrai pour une fois à leur faire crédit) et ils augmentent incontestablement les impôts. C'est la preuve *a posteriori* que les Merina n'avaient pas épuisé toutes les réserves monétaires, pourtant faibles, de la province.

Placé face à une insurmontable contradiction Rainandriamampandry n'est-il pas lui-même un personnage contradictoire ? Homme intègre et austère, protestant rigoureux, noble figure de patriote (15), mais aussi, M. Esoavelomandroso le montre avec force détails, représentant typique de l'oligarchie merina, usant, sinon abusant, de son autorité pour arrondir ses biens fonds et ne négligeant pas les bénéfices de l'usure. Ambiguïté du personnage ? Ambivalence plutôt. Rainandriamampandry est un homme déchiré qui ne veut trahir ni son pays, ni son groupe social — alors que l'oligarchie, incapable de voir autre chose que ses intérêts immédiats, est elle-même mûre pour la trahison (16).

La contradiction entre l'assimilation souhaitée par Rainandriamampandry et l'exploitation ainsi mise en œuvre se trouve exacerbée par la menace constante que la France fait alors peser sur Madagascar. Jamais une véritable politique d'assimilation n'a été plus nécessaire, et plus urgente. La monarchie merina ne peut courir le risque d'une défection des Betsimisaraka (17), à plus forte raison de leur collusion avec un corps expéditionnaire français. Jamais l'exploitation à laquelle sont soumises les provinces dominées n'a été aussi systématique, aussi multiforme. L'effort de guerre, puis la politique d'armement exigent la mobilisation des populations de la côte orientale. Ce qui entraîne impôts nouveaux, contributions extraordinaires, multiplication des corvées pour acheminer le matériel militaire importé. La tension devient intolérable : alors que l'anarchie gagne le nord-ouest de l'île (18), les Betsimisaraka, pour qui la lutte contre les Français n'est pas leur combat, ne supportent plus le joug. L'unité même du royaume de Madagascar est menacée.

#### *CONCURRENCE FRANCO-MERINA ET EXPLOITATION ECONOMIQUE DES BETSIMISARAKA.*

Lorsque les Merina s'assurent le contrôle politique du pays betsimisaraka, ils se heurtent aux étrangers (créoles de Maurice et de Bourbon surtout) dont l'implantation commerciale est bien antérieure à la leur. A ce sujet M. Esoa-

---

(15) Voir l'étude de S. Ayache, « Introduction à l'œuvre de Rainandriamampandry », *Annales de l'Université de Madagascar*, série Lettres et Sciences humaines, N° 10, 1969, pp. 11-50.

(16) Cf. M. Esoavelomandroso, « *Le Mythe d'Andriba* », *Omalysy Anio*, No.1-2, 1975, pp. 43-73.

(17) Cf. Cette déclaration — naïve ou cynique — de la reine Ranavalona à Rainandriamampandry : « Vous savez que les soldats venus de Hautes Terres sont sujets aux fièvres au printemps et en été : aussi, faites tout pour que les *Tanindrana* soient vraiment nos alliés, pour qu'on puisse les envoyer à la guerre, au printemps et en été » (lettre du 6 juin 1883, citée p. 364).

(18) Cf. G. Jacob, « Fahavalisme et troubles sociaux dans le Boina à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle », *Annales de l'Université de Madagascar*, série Lettres et Sciences humaines, N° 6, 1967, pp. 21-33.

velomandroso rappelle que le développement de Tamatave, qui est lié à cette implantation, remonte au début du XIX<sup>ème</sup> siècle (p. 171). Mais peut-être faudrait-il souligner plus vigoureusement le retard des Merina. Ce retard constitue pour eux un lourd handicap. Les étrangers contrôlent non seulement le commerce maritime, mais aussi un commerce intérieur qui est né de leurs propres besoins. L'économie de la province (je veux dire le secteur, limité bien sûr, qui ne relève pas de l'autoconsommation), extravertie, est tournée vers les marchés européen et créole.

Les Merina vont essayer, sans grand succès, d'entamer les positions de leurs concurrents. Deux exemples de leur offensive sont particulièrement significatifs. D'abord l'organisation de marchés, de *tsena*, sur le type de ceux qui existent en Imerina (pp. 314-315). Evidemment le modèle merina ne peut être transposé dans un autre contexte socio-économique. En l'absence de véritables circuits commerciaux internes, c'est l'échec. Ensuite l'éphémère création d'une flotte et d'une compagnie commerciale malgaches, destinées à briser le monopole franco-américano-anglais du commerce maritime (pp. 281-286). Le Premier ministre procède à l'achat d'un voilier (*L'Antananarivo*), puis de deux vapeurs (le *Normandy* et l'*Ambohimanga*), chargés de transporter, selon les circonstances, troupeaux de bœufs ou hommes de troupe. Il fonde une société dont le nom est à lui seul un programme, le *Fikambanana Hanasoa ny Tanindrazana* (Association pour la prospérité de la patrie). C'est une société d'économie mixte, en quelque sorte, qui fait appel au capital privé (les officiers, plus ou moins vigoureusement sollicités, deviennent actionnaires) comme à la participation de l'Etat (dont les caisses sont elles-mêmes bien difficiles à distinguer de la fortune du Premier ministre). Le projet n'était pas négligeable, surtout à l'échelle des disponibilités monétaires de l'île. Le capital prévu était de deux millions et demi, dont un quart fut effectivement souscrit. L'affaire périclita rapidement. M. Esoavelomandroso estime que le succès de ces entreprises aurait pu modifier les activités de la «Province maritime» et reproche à Rainilaiarivony d'avoir eu des velléités plutôt qu'une véritable politique. Mais le Premier ministre disposait-il des moyens économiques qui lui auraient permis de concurrencer les pavillons occidentaux ?

La monarchie merina allait même se voir imposer un autre handicap, conséquence celui-ci du traité de décembre 1885 : l'obligation de verser une indemnité de 10 millions à la France. Amenée à contracter un emprunt auprès du Comptoir d'Escompte de Paris, elle lui cédait les droits de douanes (19) perçus dans les six principaux ports de l'île. Rude coup, fatal même à mon avis, qui la privait du plus clair de ses revenus (20).

---

(19) L'étude faite par M. Esoavelomandroso de l'organisation du service des douanes (pp 254-265) est particulièrement fouillée. Il est intéressant de relever que les officiers des douanes deviennent des fonctionnaires salariés. N'y a-t-il pas là l'ébauche d'une réforme générale, envisagée par la monarchie merina, sur les conseils d'Européens ? Mais elle n'avait guère les moyens de réaliser cette réforme. De fait, les traitements des officiers de douanes sont dérisoires : la fraude se perpétue, les pots de vin sont distribués de plus belle (p. 269).

(20) Le malheur du gouvernement merina fut une chance pour l'historien. Les

Le combat que les Merina menèrent, dans le domaine économique, contre les étrangers ne peut cependant se résumer à une série d'échecs. S'ils ne peuvent les déloger de leurs positions privilégiées, ils s'imposent incontestablement comme intermédiaires et quelquefois leur font une concurrence victorieuse. En 1867, un officier de marine français observait que les Merina avaient occupé tous les points de la côte orientale où les navires pouvaient aborder (21); ces points étaient suffisamment rapprochés les uns des autres pour que tout le littoral puisse être placé sous leur étroite surveillance. Leur intention, au-delà de l'établissement d'un cordon douanier, était d'arriver à contrôler tout le commerce. Officiers et soldats en garnison dans les forts du littoral obligent les populations côtières à leur livrer des produits qu'ils revendent ensuite aux traitants. Ou, dans un circuit plus complexe, des commerçants merina, secondés par leurs esclaves procèdent eux-mêmes à la collecte des marchandises de traite (p. 316-317). Leur réussite, en particulier celle des marchands d'Ambohimalaza, étonne les Européens. Elle tient à la faiblesse de leurs frais généraux, à leur réseau de relations et de clientèle, mais aussi au fait qu'ils réussissent à acheter les produits destinés à la traite encore moins cher que ne les achètent les Européens. Le producteur ou le collecteur *betsimisaraka* est séparé de la maison d'import-export française ou britannique par toute une série d'intermédiaires, Merina et petits Blancs, qui se font une concurrence acharnée. Loin de bénéficier de cette concurrence, il en fait les frais.

---

rapports fournis au Comptoir d'Escompte par ses agents (qui à partir de 1887 viennent doubler les officiers merina dans les 6 ports de Tamatave, Mananjary, Vohémar, Vatomandry, Fénérive et Majunga) constituent une source précieuse, parce qu'unique. Malheureusement, ils n'ont pas tous été conservés. Et ils ne permettent pas de corriger une anomalie irritante, que M. Esoavelomandroso constate (p. 307) comme je l'avais fait moi-même naguère. Pour le commerce extérieur de toute l'île, comme pour celui qui passe par la province orientale, les statistiques donnent des exportations régulièrement inférieures aux importations. Or, même sur la courte durée, la balance commerciale de Madagascar est obligatoirement excédentaire. Les piastres, seule monnaie en usage, proviennent uniquement des achats faits par les étrangers et toutes celles qui entrent chaque année dans l'île n'en ressortent pas. Une partie reste dans le pays pour alimenter le commerce intérieur, être transformées en bijoux ou thésaurisées. D'autre part, les réserves monétaires sont très faibles : en témoignent des crises spectaculaires lorsque deux ou trois voiliers américains viennent rafler, en contrepartie de leur chargement de cotonnades, quelques centaines de milliers de piastres. Cette déduction logique est confirmée par d'autres sources. Pour les étrangers, le commerce avec Madagascar est globalement déficitaire et se traduit par des sorties de numéraire.

Ainsi les statistiques douanières ne traduisent pas la réalité du commerce extérieur. Sous-estimation de la valeur des exportations (p. 263 ? La même remarque a été faite pour les importations. Importance des petits ports exportateurs qui échappent au contrôle douanier (p. 263) ? Explication vraisemblable, à laquelle je m'étais moi-même rangé. Il serait souhaitable, mais probablement impossible, d'arriver à moins d'imprécision.

(21) P. Cave, « Note sur Madagascar et les Comores », *Revue Maritime et Coloniale*, mai 1867, pp. 341-342.

Les communautés *betsimisaraka* sont également victimes d'une véritable spoliation de leurs terres. Ignorant en pays conquis la tradition d'une propriété collective dont ils se réclament encore largement chez eux, les Merina tirent la conséquence extrême de leur propre droit. Le souverain a la propriété éminente de la terre : il peut donc la redistribuer à sa guise. De deux manières : en concédant à l'oligarchie de grands domaines que M. Esoavelomandroso, après S. Ayache, désigne sous le nom de « fiefs » (22) ; et en autorisant les chefs militaires à attribuer aux soldats les lopins nécessaires à leur subsistance. Et la propriété privée, de type européen, qui se développe alors autour de Tananarive, fait aussi son apparition sur la côte orientale (23). Les environs de Tamatave semblent bien, dès cette époque, faire l'objet d'une véritable spéculation foncière de la part des officiers merina.

Rainandriamampandry, probablement avec le Premier ministre le plus grand propriétaire foncier de la province, donne l'exemple des différents moyens utilisés pour acquérir des terres (pp. 195-196). Ses domaines ont pour origine des donations royales, des « cadeaux » offerts par les *fokonolona*, la mise en valeur de terres incultes ou l'appropriation autoritaire. Il devient aussi possesseur d'un grand nombre de parcelles grâce à des transactions privées : troc, achat ou encore saisie des terres hypothéquées de ses débiteurs.

Il est impossible, étant donné l'imprécision des archives, d'estimer la superficie des biens fonds ainsi rassemblés. En revanche, M. Esoavelomandroso montre ce que ces expropriations signifient pour les *Betsimisaraka*. Des groupes claniques entiers sont spoliés de leurs champs et refoulés sur les plus mauvaises terres. L'interdiction de pratiquer les *tavy* réduit aussi leur possibilité de s'adonner à une agriculture traditionnelle. « Les *Betsimisaraka* sont étrangers chez eux » (p. 243).

### DES RIVALITES ETHNIQUES A LA CONSCIENCE DE CLASSE ?

Assujettis, exploités, opprimés tout au long du XIX<sup>ème</sup> siècle, les *Betsimisaraka* idéalisent leur passé, symbole d'une indépendance perdue, et renforcent leur cohésion ethnique (24) affirme M. Esoavelomandroso :

---

(22) Cf. S. Ayache, *Raombana, L'Historien (1809-1855)*, Fianarantsoa, 1976, pp. 43-50. L'emploi du mot « fief », même entre guillemets, me gêne un peu. Certes analogie n'est pas identification, mais il renvoie, qu'on le veuille ou non, à l'idée d'un système féodal, dont l'existence n'est pas évidente à Madagascar. Voir l'analyse de P. Boiteau (*Les droits sur la terre dans la société malgache pré-coloniale*, in *Sur le « mode de production asiatique »*, 1969, pp. 135-168). Malheureusement Boiteau reprend à son compte l'expression « faux-fief » employée par J. Chesneaux, elle-même peu satisfaisante puisque se référant toujours à un modèle européen-centriste. Le débat mérite peut-être d'être repris, à partir des renseignements apportés par S. Ayache et M. Esoavelomandroso.

(23) Même si elle est refusée aux Européens et aux Créoles. Ceux-ci deviennent les locataires, plus ou moins précaires, des propriétaires merina. Ici encore les Merina s'interposent entre les *Betsimisaraka* et les étrangers pour assurer leur propre profit. Les populations locales sentent peser le poids accru d'une exploitation à deux degrés.

(24) Ce qui ne paraît pas contradictoire avec, parallèlement, une atomisation

« ... Notables betsimisaraka et masse du peuple ressentent leur unité dans la commune sujétion à la monarchie de Tananarive. Le souvenir de l'épopée de Ratsimilaho, la nostalgie de l'indépendance d'autrefois, présentée comme un âge d'or malgré les luttes intestines qui l'ont ensanglantée, cristallisent le sentiment d'unité, la conscience du groupe. Le particularisme betsimisaraka est ainsi renforcé » (p. 67).

L'administration merina, sans le vouloir vraiment, avait donc refusé aux Betsimisaraka toute vraie possibilité d'assimilation. La société merina, elle, par le biais de l'École et de l'Église, « impose ses normes et ses valeurs » mais ne les diffuse guère (p. 168). M. Esoavelomandroso montre des groupes urbains qui cohabitent sans se fondre. Européens mis à part, s'opposent la société merina « dynamique, éclairée et dominante » et celle des Betsimisaraka, « traditionnelle et dominée ». L'image est peut-être quelque peu forcée. Mais juste est la représentation de la ville. C'est une création économique européenne et créole, une fondation politique merina, répulsive plus qu'attractive pour les Betsimisaraka, sur qui pèse en particulier la menace d'être réduits en esclavage par les officiers merina.

Sous la domination merina les Betsimisaraka restent apparemment passifs. Passivité qui n'a duré qu'un temps. De la conquête aux années 70, elle fut précédée de révoltes, « révoltes de la fierté... ou surtout de la misère », qui éclatèrent essentiellement en pays antavaratra (pp. 75 et 80). Elle prit fin avec l'expédition française de 1894. La révolte des Vorimo du bas Mangoro, en décembre 1895, prélude de toute une série de soulèvements dans la région de l'Est, est connue. Ce qui ne l'était pas, ce sont les soulèvements qui l'ont précédée. Grâce à l'utilisation conjointe des archives royales, des archives religieuses et des traditions orales, M. Esoavelomandroso en fait une analyse remarquable (pp. 436-447). Dans un premier temps, Rainandriamampandry, comme en 1882, donne aux Betsimisaraka de Tamatave l'ordre d'évacuer la ville. En 1882, ils avaient accepté de se replier sur Manjakandrianombana ; en 1894, ils refusent. Rainandriamampandry considère ce refus comme une rébellion et annonce la confiscation des biens appartenant aux insoumis. Menace sans effet. Tamatave, occupée par les Français, voit affluer des réfugiés betsimisaraka, et parmi eux des soldats déserteurs, avec leurs armes. Les troupes royales sont bientôt harcelées par une guérilla, officiellement menée par les Antakarana, alors que, semble-t-il, il s'agissait d'Antavaratra. L'escalade continue : les Vorimo s'attaquent ouvertement aux postes militaires merina. La révolte qui progressivement avait gagné une grande partie de la province de Tamatave est réprimée dans le sang par les troupes françaises. Complètement surpris par

---

des formations socio-politiques. Cf. J.P. Raison, *art. cit.*, p. 195. Pour J.P. Raison la « destruction de l'espace betsimisaraka » si sensible après 1947 (voir G. Althabe, *Oppression et libération dans l'imaginaire. Les communautés villageoises de la côte orientale malgache*, Paris, Maspero, 1969) a été amorcée avec la conquête merina.

l'attitude de ceux qui se présentaient comme leurs libérateurs, les Betsimisaraka sont alors amenés, mais alors seulement, à considérer les Français comme des ennemis, dont ils devront se défendre, comme naguère des occupants merina. Ainsi «soixante dix-huit ans après le premier passage de Radama 1er à Tamatave, Merina et Betsimisaraka se retrouvent face à face, non pour dialoguer... mais pour se combattre» (p. 453).

M. Esoavelomandroso viendrait-il donc apporter sa caution au discours colonialiste sur les traditionnelles oppositions tribales ou ethniques par lesquelles nombre d'Européens se complaisent à expliquer les difficultés passées ou présentes des États africains ? Il importe ici de lever toute ambiguïté. Face à ce problème deux attitudes sont possibles :

– la première anti-scientifique, opportuniste, à courte vue, veut occulter les anciens conflits ou les vieilles querelles. C'est le rideau de fumée, la politique de l'autruche. Un exemple, dont je fus témoin : le gouvernement Tsiranana interdisant de monter, à l'Université de Madagascar, une pièce de Dox sur Ifandana. N'était-il pas malséant de rappeler qu'une armée merina avait égorgé, il y a plus d'un siècle et demi, les défenseurs d'une citadelle betsileo ? Intellectuellement, cela n'est pas sérieux. Politiquement, c'était aller à l'encontre du but officiellement visé, et contribuer à entretenir des ressentiments ou des préjugés que seule la connaissance de la vérité permet de liquider.

– la seconde, honnête et courageuse, consiste à partir d'une description sans *a priori* de la réalité connue pour s'efforcer d'en donner une explication. C'est la démarche de M. Esoavelomandroso. Oui, incontestablement, il y a eu un conflit entre Merina et Betsimisaraka tout au long du XIXème siècle. Mais peut-on dire que les provinces de l'Inaerina ont exploité la province maritime ? Tous les Merina ont-ils exploité tous les Betsileo ? Peut-on présenter chaque ethnie comme un groupe social homogène ?

Evidemment non, répond M. Esoavelomandroso. Par-dessus la barrière ethnique, oligarques merina et notables betsimisaraka se tendent la main. Le soldat merina ou le paysan betsimisaraka sont, à des degrés divers, l'un et l'autre exploités. L'esclave, merina ou betsimisaraka, participe d'une commune condition. Je simplifie, je grossis volontairement le trait. L'analyse de M. Esoavelomandroso est, elle, à la fois fine et prudente. Il en souligne les difficultés : «La ligne de clivage qui sépare les Malgaches est leur appartenance ou non au groupe conquérant et dominant des Merina. Mais chacun des groupes ainsi constitués connaît des contradictions internes qui expliquent l'existence de sous-groupes opposés» (p. 62)

ou encore :

«Les stratifications sociales sont fondées sur des critères économiques, culturels et aussi sur la tradition historique. Trop nombreuses, les lignes de clivage s'entrecroisent, multipliant les contradictions et compliquant les relations entre les groupes» (p. 403).

Les Merina sont, en effet, loin de constituer un groupe et même une hiérarchie de groupes homogènes (pp. 63-64). Chez eux, la division par castes, rigoureusement maintenue, reste marquée par une étiquette rigide (25). Mais s'opposent aussi militaires (*miaramila*) et civils (*borizano*) et surtout pauvres et nantis. Cependant la hiérarchie des castes (elle-même compliquée d'une hiérarchie entre les grandes familles à l'intérieur des castes) et celle des fortunes n'empêchent pas de distinguer les officiers (civils et militaires) qui « forment presque seuls les groupes monopolistes et dominants ». Chez les Betsimisaraka, les groupes sociaux sont encore moins faciles à cerner. Les chefs sont les notables ralliés ou les descendants des anciennes familles régnantes qui ont accepté de collaborer avec le nouveau pouvoir (pp. 93-100). Au dessous la masse des paysans. Au-dessous encore, ou en marge, sont les travailleurs émigrés (Sihanaka, Antaimoro, Antesaka) qui acceptent — contrainte mal supportée par les Betsimisaraka — de s'engager sur les concessions étrangères et merina. Enfin, tout en bas de l'échelle sociale, les esclaves. Leur présence est discrète : silence des sources ou leur rôle est-il secondaire en pays betsimisaraka ?

La solidarité de l'oligarchie merina, qui se manifeste à la fois à l'égard des étrangers, des sujets betsimisaraka et des Merina appartenant aux couches sociales inférieures est présentée comme « une véritable solidarité de classe » (p. 168). Ainsi, affirme nettement M. Esoavelomandroso, le groupe dominant est une classe sociale, commençant à avoir une conscience de classe. Mais il se garde bien d'assimiler cette classe à une bourgeoisie. Sa prudence, ou son refus, me semble parfaitement justifiée. La bourgeoisie européenne (cette expression n'est-elle pas un pléonasme ?) diffère profondément de la bureaucratie marchande merina. Cette bourgeoisie a d'abord entretenu des rapports conflictuels avec la noblesse, véritable caste militaire fermée aux marchands, et est restée longtemps exclue de la classe dirigeante (26). Les castes merina ne reposent nullement sur une telle distinction. Il n'existe pas alors de bourgeoisie malgache (27). Et des fonctions qui étaient incompatibles en Europe sont cumulées en Imerina. Cela apparaît par exemple dans toute la hiérarchie militaire, du soldat-colporteur au grand officier-gros négociant. M. Esoavelomandroso observe : « la richesse peut être considérée comme un critère de différenciation au sein de l'oligarchie merina » (p. 404). Retournée, la formule est également juste : le rang que chacun occupe dans la société merina est le critère de sa fortune.

---

(25) Relevons à ce propos une notation tirée par M. Esoavelomandroso de F. Fanony, *Fasina*, Tananarive, 1975. F. Fanony rapporte la tradition selon laquelle certains Betsimisaraka, perdus dans les querelles merina à propos de questions de préséances ou de formules de salutations, ont décidé d'adopter la formule réservée aux nobles en Imerina (*Tsarava Tompoko*).

(26) Cf. Y. Lacoste, *Géographie du sous-développement*, Paris, P.U.F., 3ème édition, 1976.

(27) Approche rapide du problème de la formation de cette bourgeoisie dans R. Archer : *Madagascar depuis 1972 — La marche d'une révolution*, Paris, L'Harmattan, 1976.

Entre cette aristocratie marchande et le petit groupe constitué par les notables betsimisaraka une alliance s'esquisse : « Les privilégiés, qu'ils soient merina ou betsimisaraka, restent solidaires les uns des autres, même si les seconds sont très dépendants à l'égard des premiers... ». Ces privilégiés préfigurent une « classe des exploités » (p. 406).

Il fallait que ces choses soient dites et bien dites. Il importait d'étudier scrupuleusement les conflits ethniques pour montrer qu'ils servaient (qu'ils servent) à masquer les conflits de classe. L'échec de la politique d'unification menée par la monarchie merina n'est pas autre chose que « la faillite de la classe dirigeante qui a monopolisé le pouvoir » (p. 457). Et ce que les Betsimisaraka ont rejeté, c'est la domination de cette classe, « non l'idée d'une nation malgache » (p. 458).

\*  
\* \* \*

Ces quelques pages ne prétendent pas rendre compte de toute la richesse de la thèse de M. Esoavelomandroso. Ainsi, privilégiant — non sans quelque arbitraire — certains axes et certains thèmes, je n'ai presque rien dit, par exemple, des problèmes culturels et religieux, si finement présentés, ni des relations des Betsimisaraka avec la mer qui sont l'objet d'un développement particulièrement original.

J'aimerais encore parler de cette comparaison, si souvent suggérée, entre la colonisation merina et la colonisation française, avec ses ressemblances (souvent les Français font figure d'imitateurs) et aussi ses différences profondes. Mais le propos de M. Esoavelomandroso va bien au-delà. En effet, la colonisation française, pour brutale et traumatisante qu'elle fût et malgré les séquelles profondes qu'elle a laissées, ne doit constituer finalement qu'un accident dans l'évolution de Madagascar. En revanche la domination merina, bien qu'elle ait été exploitation égoïste — et vite insupportable — au profit d'une minorité privilégiée, s'inscrit au cœur de l'histoire malgache. Cette tentative autoritaire et artificielle pour fonder un Etat aux dimensions de l'île ne peut être isolée des problèmes de la difficile naissance d'une nation. Mesurer les obstacles qui s'opposent à une indispensable unité — et ce pour mieux les surmonter — c'est là l'ultime réflexion à laquelle invite l'auteur.